

La guerre en Ukraine, quel(s) impact(s) sur les opérations de paix ? par Federico Santopinto – Mars 2022

La guerre en Ukraine aura des répercussions non seulement en Europe, mais également dans le reste du monde. À ce stade, il est encore trop tôt pour évaluer la portée des mutations en cours. La seule certitude est que la reconfiguration du contexte sécuritaire international s'est accéléré, et que les opérations de paix (OP) des Nations unies seront impactées, sur le continent africain notamment.

S'il est difficile d'anticiper le futur d'un point de vue géopolitique, à plus court terme quelques observations sur le maintien de la paix peuvent néanmoins être faites. Le média en ligne [The Conversation](#) note que les sanctions bancaires imposées par les pays occidentaux à l'encontre de Moscou pourraient compromettre la capacité des États africains qui importent des armes de Russie (Algérie, Angola, Burkina Faso, Maroc, Egypte et Ethiopie ...) à s'approvisionner et à assurer la maintenance de leurs équipements. Certains pays contributeurs de troupes pourraient ainsi rencontrer des difficultés dans l'exercice de leur mandat.

En ce qui concerne l'Ukraine elle-même, la participation du pays aux OP semble inévitablement compromise à court et moyen terme, ce qui pourrait créer des difficultés dans le domaine de la logistique aérienne des OP, secteurs dans lequel la contribution de l'Ukraine est essentielle. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le retrait annoncé des 250 Casques bleus ukrainiens déployés au sein de la force onusienne de maintien de la paix en République démocratique du Congo (RDC), privera aussi la MONUSCO d'[un tiers de ses hélicoptères](#).

Les contributions russes et ukrainiennes ne sont pas les seules en passe d'être affectées par la guerre. Les ambitions de l'Union européenne (UE) en matière d'assistance militaire à ses partenaires, parmi lesquels figurent tant les pays africains que les Nations unies, risquent également d'être revues à la baisse.

En juillet 2021, l'UE a adopté un nouvel outil, la Facilité européenne pour la paix (FEP), afin d'étendre ses compétences dans ce domaine. La Facilité confère à l'UE, entre autres choses, le pouvoir de transférer des armes létales via une simple coopération bilatérale, ce qu'elle ne pouvait faire auparavant. Bien que la FEP ait un rayon d'action mondial, initialement elle avait été pensée surtout pour intervenir sur des théâtres africains. Son objectif était d'équiper les armées du continent qui affichent leur proximité avec l'UE, afin qu'elles puissent faire face à leurs défis sécuritaires, en particulier lorsqu'elles accueillent des missions de formation européennes.

Il convient de souligner que l'Afrique n'a jamais été la seule région visée par la Facilité. Mais l'agression russe a chamboulé les plans de l'UE, en mobilisant les budgets vers l'Ukraine. L'assistance militaire à ce pays pourrait atteindre 1,5 milliard d'euros à court terme. Si les ressources financières de la FEP pour l'Afrique demeurent assurées jusqu'à la fin de 2024, elles pourraient se tarir à partir de 2025. Pour l'éviter, les pays européens devront remettre la main au portefeuille. Au regard de la rude compétition géopolitique que la Russie leur livre en Afrique, les Européens pourraient finalement avoir intérêt à renflouer les caisses de la Facilité pour ne pas pénaliser cette région du monde. À ce stade, toutefois, rien n'est moins sûr. Comme anticipé dans l'introduction de cet article, le contexte sécuritaire du Vieux continent est encore trop incertain pour prédire ce que seront les priorités de l'UE, et quelles seront les ressources qu'elles compte y allouer.

[Federico Santopinto](#) est directeur de recherche à l'IRIS, spécialisé dans l'intégration européenne en matière de défense et de politique étrangère, ainsi que dans la coopération militaire et sécuritaire entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique.